

LE MARXISME.
ENTRÉE DE L'ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS SUPPLÉMENT DE L'ANNÉE 1980

Des partis communistes se demandent ouvertement si l'U.R.S.S. est socialiste. Des militants communistes dénoncent publiquement le maintien, au sein de leur parti, de structures et de méthodes «staliniennes». Des non-communistes se réclament du marxisme-léninisme, auquel d'anciennes sections de la IIIe Internationale, devenues «eurocommunistes», ont renoncé. Le matérialisme dialectique, de divers côtés, est considéré comme malade...

Quelque cent ans après la mort de Karl Marx, soixante après la révolution d'Octobre et vingt-cinq depuis le XXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (P.C.U.S.), le marxisme serait-il enfin «dépassé» ? Ou n'aurait-il pas plutôt éclaté en des marxismes hétérogènes et parfois antagonistes ? Peut-on dresser un bilan des bouleversements les plus récents du monde communiste et plus généralement de la pensée marxiste, quand réhabilitations, rectifications, mises à jour et abandons doctrinaux se succèdent à un rythme accéléré ? S'agit-il d'une «crise» ? Mais de quelle nature ? Quels en sont les traits majeurs ? Quelle en pourra être l'issue ? Bref, être marxiste aujourd'hui, qu'est-ce que cela signifie ?

Du XXe congrès à la découverte du Goulag.

Le rapport Khrouchtchev, au XXe congrès du P.C.U.S., en février 1956, ouvrait dans l'histoire du mouvement ouvrier international et du marxisme une phase nouvelle, dont tous les effets n'ont pas encore fini de se faire sentir.

Dans un premier temps baptisé «période du culte de la personnalité», le *stalinisme* était rapidement neutralisé comme relevant d'un passé «révolu» ; et la *déstalinisation* se voyait en quelque sorte aseptisée en devenant la règle désormais admise de tous les partis communistes. Que cachait tout cela ? Une maladie accidentelle ? Un fléau endémique ? Une infection locale ? généralisée ? Un mal congénital ? Une tératologie du marxisme ? Ou bien la révélation que le marxisme lui-même était une monstruosité ? En tout cas, le décès moral de Staline, prononcé trois ans après sa mort physique, était le signe d'une *crise*, qui devait aller s'approfondissant. La loi de développement d'une telle crise était donnée dès le départ. Il s'agissait de l'éclatement du monde communiste, et par voie de conséquence de tout l'univers marxiste. Comme le dit C. Gras, «alors que depuis 1917 la ligne était établie à Moscou, que depuis 1924 elle était établie par Moscou, le communisme entre dans la phase du polycentrisme et des voies divergentes» (*Les Etats marxistes-léninistes de 1917 à nos jours*, P.U.F., 1978). Allaient être en cause non seulement les pratiques des Etats socialistes, mais aussi celles de l'ensemble des partis communistes et des divers détachements du mouvement révolutionnaire, et non seulement les tactiques, mais aussi les stratégies, ainsi que les démarches théoriques dans tous leurs champs d'exercice et jusque dans leurs fondements.

L'année même du XXe congrès fut marquée par la dissolution du Kominform et par les premiers effets de la *déstalinisation*, en Pologne, où Gomulka fut réhabilité et où éclatèrent les émeutes de Poznań et en Hongrie, où les chars soviétiques mirent un terme brutal à l'entreprise de libéralisation qui avait suivi la mise à l'écart des anciens dirigeants, Rákosi et Gerö. Ces événements allaient provoquer de durables ébranlements, notamment répression à l'Est, sanctions à l'Ouest contre les intellectuels récalcitrants. Le début des années soixante est marqué par un notable

changement. L'ère Khrouchtchevienne paraît pleine de promesse. Sur le plan international, la politique de *coexistence pacifique* assure la détente ; les accords sur la limitation des expériences nucléaires sont signés entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis ; le téléphone rouge est installé entre la Maison-Blanche et le Kremlin (1963). En Union soviétique, proclamée au XXIIe congrès «Etat du peuple entier», la déstalinisation se poursuit ; Staline est expulsé du mausolée de la place Rouge ; la publication d'*Une journée d'Ivan Denissovitch* est autorisée. Le Comecon se voit doté de règles statutaires. Rákosi est exclu du Parti communiste hongrois, tandis que Slánský et Clementis sont officiellement réhabilités. Le prestige de Cuba, depuis le succès de la révolution de 1959 et à la suite de son évolution vers le marxisme, est au plus haut lors de la réunion de La Havane en 1964. Castro et «Che» Guevara sont les hautes figures d'un courant révolutionnaire qui va soulever le Tiers-Monde. Les partis communistes des pays capitalistes sont, à leur tour, bénéficiaires de cette situation, qui conforte leurs options stratégiques, brise leur isolement et, en les ouvrant largement aux débats, met le marxisme en Italie, et même en France, en passe de prétendre à *l'hégémonie* idéologique, au sens gramscien du terme.

Il ne s'agira cependant que d'un intervalle. Le terrain demeure miné. Irrémédiablement, et partout, les contradictions s'exacerbent. 1960, c'est aussi l'année où la querelle sino-soviétique engagée depuis le Grand Bond en avant des communes populaires chinoises (1958), devient publique. L'Albanais Enver Hoxha quitte avec éclat la conférence des quatre-vingt-un partis communistes et ouvriers réunie à Moscou. La Roumanie commence à prendre ses distances avec l'U.R.S.S. sur la question chinoise. En octobre 1962 éclate à Cuba la crise des fusées, qui marque un recul soviétique et contrarie les possibilités de développement d'un socialisme à la cubaine. Au moment où la Yougoslavie s'associe au comecon (1965) et où le principe de la *pluralité des voies de passage au socialisme* est officiellement proclamé, Khrouchtchev a été éliminé du pouvoir (octobre 1964) et remplacé par Brejnev. En 1966, le XXIIIe congrès donne le signal d'un coup d'arrêt. Des tentatives pour réévaluer positivement le rôle de Staline apparaissent ici et là. Le maintien et l'aggravation des mesures répressives suscitent l'apparition du *samizdat*. Un an plus tard, tandis que se tient la conférence de Karlovy Vary, qui conserve un caractère international (l'Albanie seule en est absente), la Chine dénonce solennellement la «restauration du capitalisme» par la «clique dirigeante révisionniste» de l'U.R.S.S. A cela les Bulgares rétorquent que «le groupe de Mao est pire que celui de Tchiang Kaï-chek». En 1967 encore, l'assassinat du «Che» Guevara en Bolivie consacre l'échec de la politique de la «multiplication des Vietnams» à partir des campagnes d'Amérique latine, politique à laquelle le révolutionnaire avait attaché son nom. 1968 : le Printemps de Prague, écrasé par les forces du pacte de Varsovie sous commandement soviétique, provoque de nouvelles césures, plus profondes encore, dans le mouvement communiste. Cuba et la Chine elle-même approuvent l'intervention. Les partis communistes français et italien la condamnent mais, dans leurs rangs, de durables divisions s'établissent, cependant qu'ils ont à faire face aux mouvements de mai et à leur foisonnement révolutionnaire, marqué par la vitalité des *gauchismes*. En 1969, c'est la *normalisation* en Tchécoslovaquie. En 1970, en Pologne, Gomulka réprime par la force les troubles de la Baltique. C'en est fini, en U.R.S.S., du libéralisme vis-à-vis des écrivains et le recours aux «internements psychiatriques» s'accroît. Sakharov fonde le Comité pour la défense des droits de l'homme. En 1971, au XXIVe congrès du P.C.U.S., Kossyguine procède à une sorte de réhabilitation des rapports marchands au sein même des économies socialistes. En Chine, où Lin Piao disparaît et où s'amorcent de nouveaux tournants internes, le

régime du voisin soviétique est qualifié de «dictature fasciste». Quelques années plus tard, l'Occident découvrira le *Goulag*. Les mises en question se radicalisent. Et, tandis que les partis communistes «eurocommunistes» voient, une fois de plus, leur échapper la perspective de leur accès au pouvoir, force est bien de convenir que la *crise économique* qui, depuis 1974, frappe les pays capitalistes, épargnera de moins en moins les pays du *socialisme réel*.

Refus du modèle, réhabilitation, lectures nouvelles.

Rectifications, réhabilitations, réévaluations et mises à jour politiques aussi bien que théoriques, sont autant d'aspects qui, liés entre eux, caractérisent ce contexte de fractures répétées. Elles sont le lot du marxisme contemporain.

Au chapitre des *rectifications*, il faut en premier lieu inscrire la renonciation à l'idée de *modèle*. La révolution d'Octobre et le régime qui en est issu ne constituent plus la matrice universellement valable. Le P.C.U.S. a perdu le rôle de chef incontesté du mouvement communiste international, l'U.R.S.S. celui du centre de la révolution mondiale. Aucun dogme dès lors n'est plus intangible. Ces grands principes, toutefois, font l'objet d'approbations fort inégales. En ce qui concerne les pays socialistes, la Chine et l'Albanie mises à part, on ne peut guère parler d'une remise en cause du leadership soviétique, sinon sous la forme de tendances contrariées. Ni Cuba, ni le Vietnam, dont Hô Chi Minh, dans son testament, déplorait qu'il marchât «sur deux pieds», n'ont fait école. Les «blocs», à quelques aménagements près, demeurent solides. La thèse de la pluralité des voies ne résiste guère à la «théorie de la *souveraineté limitée*» invoquée par les soviétiques pour justifier leurs interventions militaires dans le cadre du pacte de Varsovie. Même converti en *solidarité internationale*, et malgré les contestations internes des réunions des partis communistes, l'internationalisme prolétarien a largement conservé sa physionomie traditionnelle d'appui à la politique étrangère de l'Etat soviétique. On connaît, d'autre part, les réticences du P.C.U.S. en face des initiatives des partis communistes européens. Sur le plan des politiques intérieures, les progrès attendus de la démocratie et de la décentralisation étatique, entre autres, ne se sont pas produits ; les anciennes plaies restent ouvertes, exception faite, peut-être, de la Hongrie. L'utopie khrouchtchevienne de «l'Etat du peuple entier» n'a pas tenu devant le poids des pratiques consacrées. La bureaucratie, intacte, veille au grain ; elle continue de substituer au règlement politique des problèmes les mesures administratives. La citoyenneté soviétique est toujours l'objet de chantage ; et l'on ne craint pas d'échanger Bukovski contre Corvelán...

Aussi bien faut-il chercher les changements profonds ailleurs, plus loin des pratiques politiques qui sont toujours étroitement dépendantes du rapport de forces international, plus loin aussi de la zone d'influence directe de l'U.R.S.S. L'ampleur des *réhabilitations* se mesure à cette aune. Les politiques qui font retour sur les procès préfabriqués sont les plus significatives. Elles ne sont pas le fait seulement de l'Est, mais aussi de l'Ouest, où de vieux anathèmes ont été levés ; on note, cependant, que le processus n'est pas encore achevé, ainsi qu'en témoignent de récentes campagnes, sur le plan international en faveur de Boukharine, ou, en France, en faveur de Tillon et de Marty. Les *réhabilitations théoriques*, parfois moins remarquées et se passant de cautions officielles, n'ont cessé de se multiplier. Rosa Luxemburg, A. Gramsci, L. Trotski, G. Lukács, K. Korsch, N. Boukharine, L. Kautsky, M. Adler, P. Lafargue, A. Kollontaï, A. Labriola, F. Mehring, D. Riazanov, E. Préobrajensky et d'autres sont tirés de l'oubli, découverts ou redécouverts et deviennent les contemporains de nouvelles générations en même temps qu'ils

donnent lieu à des succès de librairie. L'effondrement de l'orthodoxie stalinienne a rendu vie à tous ceux qu'elle avait, en partie, pour fonction d'occulter, en les mettant à l'écart ou à l'index. La fin du *magister dixit* et de l'omniscience a proprement libéré la réflexion marxiste ou, du moins, l'a démarginalisée. Ce phénomène, dont il convient d'apprécier la signification, fonde d'abord la possibilité de lectures nouvelles, celle de Lénine, celles aussi d'Engels et de Marx, dont on a pu se demander s'ils avaient été seulement lus, la connaissance de ces trois auteurs s'étant trouvée réduite à une vulgate et aux «célèbres citations», selon le mot d'Althusser, variables en fonction des besoins tactico-stratégiques. Partant, le marxisme tombe en quelque sorte dans le domaine public. Il n'est plus d'interprètes privilégiés, au sens où l'étaient Staline, Jdanov, l'Internationale communiste (I.C.), tel ou tel bureau politique. En même temps que le monopole de la glose s'efface aussi les frontières dont celui-ci contrôlait le tracé à sa guise : ici, l'opinion droite, là les révisions, les «plates-formes», donc les sanctions ; ici la ligne, là l'opportunisme droitier ou le sectarisme ; adorez, brûlez ! C'en est fait des domaines réservés. Les tabous sont levés qui pesaient sur les sciences humaines notamment : sociologie, psychanalyse, linguistique.... Le manichéisme de la distinction «science bourgeoise/science prolétarienne» a vécu. Il n'y aura pas d'esthétique marxiste. Enfin et surtout –quel paradoxe pour une théorie de l'histoire !-, tout se passe comme si la pensée marxiste se réconciliait avec l'histoire, retrouvait le cours de sa propre histoire, tramée elle aussi de contradictions, de discontinuités et d'erreurs. La dogmatique, c'était la fable, le passé indéfiniment réajusté au présent, l'autoconsécration permanente de l'actuel. La mémoire revenue, c'est, par exemple, le vieil Engels empêtré dans ses «explications» des phénomènes idéologiques ; ou Lénine saluant en Kautsky son maître ; ou les affrontements des comités centraux bolchéviks ; ou le proletkult, Polivanov, Bakhtine ; c'est Brecht...

Que l'on pense au sacro-saint matérialisme dialectique, le fameux «diamat». Dès 1937, un discours s'était mis en place, dont la domination devait être inculquée (imposée/intériorisée) à l'ensemble du mouvement communiste et bien au-delà de celui-ci, un discours consigné, une fois pour toutes, dans la brochure signée par Staline, *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*. La philosophie dès lors s'est arrêtée. L'avant est aboli, qui était constitué de recherches, de doutes, de critiques et de disputes, de propositions et de contre-propositions : Plekhanov et Labriola, Korsch ou Pannekoek et Lénine, Gramsci et Boukharine, Horkheimer, Reich, Lukács...L'après, s'il ne se réduit pas à la récitation, à l'illustration ou à la vérification, (des «lois» de la dialectique singulièrement), n'existe pas. Dans les vides se manifestent, entre autres, A. Cornu, L. Goldmann, E. Fromm, G. Della Volpe, E. Bloch, H. Lefebvre, J.P. Sartre, B. Geymonat, K. Mannheim, ou l'école de Francfort. Il n'est donc pas étonnant qu'aujourd'hui, dans le bruit, les fureurs et les confusions, le refoulé fasse retour : œuvres, idées, chemins à reprendre, travail critique, sans parler de l'histoire encore à écrire d'une imposture idéologique.

Les mises à jour.

Les réévaluations et les *aggiornamenti* se découpent dans ce contexte où il est peu à peu devenu évident que rien n'est plus a priori préservé. Le bilan, approximatif assurément, de ce qui bouge commence à être possible. Et il ne concerne pas les seuls partis communistes, mais aussi des groupes ou des individus qui se réclament du marxisme et entretiennent entre eux des relations mutuelles. Il comporte des retours historiques et des réappropriations critiques du passé (proche ou lointain). Qu'il s'agisse du mouvement ouvrier pris globalement, de tel ou tel parti

communiste, de telle ou telle formation sociale, les enjeux de la réévaluation sont indissolublement politiques et théoriques. L'histoire de l'U.R.S.S. ne peut plus glisser sur le rôle de Trotski, avant et après la révolution. La question du stalinisme conduit à s'interroger sur les dernières années de Lénine, mais aussi sur la relation parti-Etat, sur le socialisme «dans un seul pays», sur les voies et moyens de la collectivisation ou sur la répression de masse.

La doctrine du polycentrisme, grâce à laquelle Palmiro Togliatti avait le premier exprimé pour les partis communistes (voir son «testament» de 1964) la nécessité de la déstalinisation par rapport à l'U.R.S.S. et au P.C.U.S., en est venue à signifier moins l'existence ou la possibilité de multiples «centres» du mouvement ouvrier, que la fin même des entreprises de leadership, d'où qu'elles viennent. Sur cette lancée, l'accent s'est trouvé mis sur les *conditions spécifiques* dans lesquelles il convenait à chaque «détachement ouvrier» (parti communiste) de penser et d'agir. L'idée de *conjoncture nationale* vient de la sorte au premier plan. Elle fait obligation à chaque parti communiste d'apprécier de la façon la plus adéquate le rapport de forces au sein duquel il est inséré (les luttes de classes, mais aussi la configuration politique, les traditions historiques et culturelles, les mentalités), donc de dresser le bilan de sa propre histoire et de déterminer les alliances de classes ou de couches sociales, de partis ou de formations politiques paraissant lui permettre d'ouvrir sa propre voie au socialisme. Les analyses des différentes formes de rencontres (on dit parfois «greffes») entre le marxisme et tel contexte national (ce que Lénine appelait la «fusion») sont nées de ce souci. L'expression d'*eurocommunisme* a été retenue par plusieurs partis communistes eux-mêmes (Italie, France, Espagne) afin de transcrire le sens le plus général de cette mise à jour. La *problématique de la «transition»* est en conséquence le lieu, pour les partis communistes qui ne sont pas au pouvoir, des innovations les plus hardies. Sur le terrain autrefois préparé par les thèses de G. Dimitrov sur le Front antifasciste et de M. Thorez sur le Front populaire, de nouveaux concepts sont apparus. L'*Union antimonopoliste* a servi de référence en France, de 1972 à 1978, sur le fondement des analyses du *capitalisme monopoliste d'Etat* (C.M.E.), à l'Union de la gauche, avec socialistes et radicaux, et à la signature d'un *Programme commun de gouvernement*, ainsi qu'à la définition de la stratégie propre du parti communiste français sous le nom d'«Union du peuple de France». En Italie, au même moment, le *compromis historique*, qui développait en termes d'alliance un nouveau type de rapports entre le Parti communiste italien et la Démocratie chrétienne, s'imposait comme l'héritage du «bloc historique» de Gramsci. Dans le même esprit, les communistes espagnols, au lendemain de la chute de la dictature franquiste, approuvaient le pacte de la Moncloa conclu entre des forces politiques très variées. Ces diverses dispositions stratégiques –qui ne sont point limitées aux seuls partis communistes d'Europe occidentale, puisque ceux du Japon et du Mexique assurent s'inspirer de leur esprit –développent une logique propre dont elles s'efforcent d'assumer les conséquences. Les nouvelles *voies de passage* au socialisme se définissent comme pacifiques, graduelles, respectueuses du suffrage universel et de la pluralité des partis, non irréversibles. La *démocratie*, ainsi que le répètent tous les dirigeants eurocommunistes, devient le terrain privilégié de la lutte de classes. Toutes les *libertés*, y compris les libertés «bourgeoises», jadis dénoncées comme purement «formelles», sont reconsidérées d'une manière radicalement nouvelle et sont défendues à coup de manifestes. Des pratiques neuves se confirment ou s'esquissent au sein des anciennes sections de l'I.C. vis-à-vis des autres formations politiques, aussi bien que des groupes socioprofessionnels, idéologiques ou culturels (mouvements de jeunes, de femmes, écologistes,

locataires, petits propriétaires...), à l'intention desquels se déploie toute une stratégie d'accueil. Les langages eux-mêmes (la «langue de bois») et les stéréotypes de comportement tendent à changer. Des réévaluations théoriques se sont opérées ou sont en cours qui s'accompagnent de quelques abandons retentissants. D'une part, resurgissent les références à la tradition des *conseils* et à l'*autogestion* naguère vilipendées ; on critique l'*étatisme*, la centralisation, les *hiérarchies* sociales ; on prône la défense des *régions* et celle des minorités (travailleurs immigrés, homosexuels). D'autre part, dans une toute récente période se trouve mis en cause le fonctionnement interne des partis communistes : la revendication de la *libre expression* des opinions minoritaires ou divergentes, ainsi que des *transmissions horizontales*, et l'assurance donnée par les dirigeants qu'il n'y aura plus de sanctions gagnent du terrain sur le vieux «centralisme démocratique». De congrès «historiques» en réformes de statuts, la teneur des audaces s'élève : la *dictature du prolétariat* est dénoncée comme un dogme caduc, responsable de tous les «retards» pris dans le passé. Les partis communistes espagnol et français se sont même dépouillés du label «marxisme-léninisme».

En outre, l'idée de *révolution culturelle*, dans le sillage du maoïsme et des mouvements de 1968 en Europe occidentale, a fortement secoué la réflexion marxiste et quelques uns des ses «acquis» les mieux assurés. Partout, le thème de l'*idéologie* est devenu dominant, parfois obsédant, et, avec lui, la critique de l'*économisme* et du primat des forces productives. La revalorisation subséquente des *rapports de production*, du «politique», de l'ensemble des facteurs superstructurels, en un mot, de la *conscience*, a suscité une abondante littérature et mis en relief un problème majeur, celui des *intellectuels*. Et sans doute est-ce sous cet angle que se donne à voir de la façon la plus éclatante l'ampleur des bouleversements qui se sont produits dans le marxisme –c'est-à-dire dans ses thèses, ses protagonistes, son histoire et ses histoires, ses pratiques et ses perspectives- depuis la fin des années cinquante.

Les marxismes et le marxisme.

Mais quand les révisions deviennent recherches, les déviations mises à jour et les dissidences pluralisme, peut-on encore parler de *marxisme* ? Invoquer l'existence de *marxismes* ne serait-il pas plus conforme à la situation ? Cela correspondrait sans conteste aux apparences les plus nettes. Le marxisme, contrairement aux pronostics qui se sont répandus, ne serait pas mort d'épuisement, mais bien d'éclatement. Un univers serait né de cette nébuleuse primitive, dont les planètes n'ont pas fini d'être recensées : léninisme, stalinisme, trotskisme, gramscisme, khrouchtchevisme, maoïsme, titisme, conseillisme, gauchisme, althussérisme, eurocommunisme...

Que signifient exactement ces pluriels ? Entend-on par là des doctrines, des expériences, des époques ? Et, d'abord, qu'est-ce qui a éclaté ? Une dogmatique assurément, du genre de celles de l'Eglise ou de l'armée (et ces métaphores-là ne sont point innocentes), une dogmatique où les avant-gardes du mouvement ouvrier international avaient trouvé et affirmé, des décennies durant, leur identité sociale et éprouvé leur fonction historique, une dogmatique qui n'était plus exactement le marxisme des deux fondateurs et qui devait devenir le stalinisme : les traits d'union, à cet égard, de la formule *marxisme-léninisme-stalinisme* sont strictement fidèles à un devenir réel. Le marxisme s'est concrétisé en Russie, en 1917 : voilà l'*incontournable*. Il ne s'agit pas là de tétatologie ; il s'agit d'histoire, d'une histoire dont ni la nécessité, ni les hasards ne sont repérables dans les gènes de ses protagonistes les plus en vue, mais au sein de contradictions vivantes, c'est-à-dire de

luttons de classes nationales et internationales, politiques et économiques, sociales et culturelles, dont le tableau n'a pas encore été complètement dressé. En 1956, minée qu'elle était du dedans et du dehors, injuste surtout à un nouveau rapport de forces, une structure jusque-là dominante dans le mouvement révolutionnaire s'est brisée. Elle éclate – gardons l'image ; elle n'était pas universelle. Elle ne pouvait plus assurer sa propre reproduction (le reflet, le modèle, le centre). Inventer redevenait indispensable (le spécifique, la conjoncture, les voies nationales). Voilà ce qu'évoque le pluriel de « marxismes » et voilà pourquoi il est prolixe. On pourrait, certes, arguer de la confusion de ces marxismes, de leur concurrence et de leurs conflits – titisme ou maoïsme ? eurocommunisme ou stalinisme ? voie pacifique ou lutte armée ? *réforme ou révolution ?*, comme disait déjà Rosa Luxemburg dans une brochure célèbre – et prétendre que cet éclatement équivaut à une décomposition. En fait, une telle assertion ne résiste guère à un examen.

Le temps n'est plus où l'on pouvait, avec Sartre, établir un constat d'arrêt de la pensée marxisme. Elle n'ignore aucune des divisions actuelles du savoir et il n'est pas de domaine de la recherche où ne s'exerce son influence. En outre, le nombre des « écoles » ou des « tendances » qui la diversifient la mesure moins que son aptitude à remettre en question ses propres démarches. Non qu'il faille, ainsi que cela s'est parfois produit, restreindre l'autocritique à cette idée étroite que les partis communistes seraient le principe et la fin de leur propre mouvement. On entendra par là, en fait, que la théorie doit parvenir à élaborer les dispositifs conceptuels qui lui permettent de remplir son office : l'appréhension du réel, c'est-à-dire de l'« ensemble des rapports sociaux » (K. Marx) afin de le transformer. C'est au niveau de cette « appropriation du concret », comme disait Marx, que s'exercent les concurrences et que se produisent les conflits, non point entre les opinions parmi lesquelles on peut faire son choix, mais entre des propositions à vérifier. La vérité d'une thèse et, plus encore, celle d'un concept se définissent par les opérations qu'ils autorisent, au-delà même du champ de leur première apparition. Ils ne sont pas leurs propres critères ; c'est, au contraire, la matière sur laquelle ils opèrent qui est garante de leur validité. Les propositions en question sont ainsi de véritables hypothèses de travail. C'est pourquoi elles font courir des risques. Le fait que, par exemple, l'eurocommunisme se soucie de répondre à des dangers tels que les limitations de la démocratie, l'autoritarisme étatique et la bureaucratie ne le met nullement à l'abri de ceux qui le guettent lui-même, le nationalisme et la social-démocratisation.

Cela signifie que les « marxismes » sont fondés sur une communauté de langage, elle-même expression d'une démarche scientifique, et qu'il convient donc, une fois pour toutes, de traiter Marx comme un savant parmi d'autres (L. Althusser) et de lui emboîter le pas. « Nous ne tenons nullement, écrivait déjà Lénine, la doctrine de Marx pour quelque chose d'achevé et d'intangible ; au contraire, nous sommes persuadés qu'elle a seulement posé les pierres angulaires de la science que les socialistes doivent faire progresser dans toutes les directions s'ils ne veulent pas retarder sur la vie. Nous pensons que les socialistes russes doivent absolument développer par eux-mêmes la théorie de Marx, car celle-ci n'indique que des principes *directeurs* généraux qui s'appliquent dans chaque cas *particulier*, à l'Angleterre autrement qu'à la France, à la France autrement qu'à l'Allemagne, à l'Allemagne autrement qu'à la Russie » (*Œuvres*, t. IV). Sans doute est-ce un effet de l'actuelle crise du marxisme – en ce qu'elle est aussi retour critique sur un siècle d'existence – que de retrouver, sous l'apparence d'une diversité de marxismes, le marxisme en tant que principe de recherche. Mais se déclarer marxiste aujourd'hui, c'est aller bien au-delà. Bien qu'il soit vain de vouloir dresser la nomenclature des

«vérités» qui définissent le marxisme ou la liste de ses «acquis», on peut recenser les points d'appui essentiels, ces «principes directeurs généraux», comme dit Lénine, qui forment le commun dénominateur des démarches marxistes. Le premier point d'appui est celui de l'objet, le *mode de production capitaliste* (MPC) ou «société bourgeoise», et les formations sociales historiques, où les rapports capitalistes de production sont dominants. L'exposition de cet objet a permis à Marx de formuler une véritable règle d'or permettant de conduire les recherches en visant d'autres modes de production (par exemple, le mode de production féodal ou les modes de production dits «asiatique» ou «lignager») : «dans toutes les formes de société, c'est une production déterminée et les rapports engendrés par elle qui assignent à toutes les autres productions et aux rapports engendrés par celles-ci leur rang et leur importance» (*Fondements de la critique de l'économie politique*, Introduction, III). Ainsi s'énonce le *matérialisme* de Marx, dont le rapport entre infrastructure (ou base) et superstructure n'est qu'une expression imagée plus familière (cf. préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique*). Parmi les autres points d'appui, il faut mentionner : celui de la caractéristique fondamentale du MPC, sa signification, l'*extorsion de plus-value* (ou survaleur) et les phénomènes (lois) qui lui sont inhérents (exploitation du travail salarié, accumulation, reproduction, etc.) ; celui du stade de développement auquel est parvenu le MPC, autrement dit l'*impérialisme*, qui exprime sa domination à l'échelle de la planète, ainsi que les traits qui en dépendent ; celui de la *lutte de classes*, comme «moteur de l'histoire», concentration de l'économie dans la politique, poste de commande des affrontements idéologiques et théoriques eux-mêmes ; celui de la nécessité du *procès révolutionnaire* pour mettre fin aux rapports capitalistes dans tous les domaines, sous la conduite de la *classe ouvrière* et de ses organisations, dans le cadre d'une *politique d'alliances* ; celui de la période de *transition* vers l'instauration de rapports *communistes* de production, caractérisée par l'existence d'un *pouvoir politique de type nouveau* (la «*dictature du prolétariat*»), où la classe ouvrière et ses alliés s'attachent d'abord à remettre en question toute la structure étatique antérieure («destruction de l'Etat»), puis à mettre en place des organes de pouvoir («demi-Etat», «dépérissement de l'Etat») assurant, dans l'ensemble de la vie sociale, le plein exercice de la démocratie.

Il appartient au marxisme, à condition qu'il sorte rénové de sa crise, de dire si ce cadre nécessaire est suffisant pour maîtriser les problèmes qui naissent des formes nouvelles prises par les luttes de classes dans le monde contemporain.

G. L.

Bibliographie

A ADLER et al., *L'U.R.S.S. et nous*, Ed. sociales, 1979 / L. ALTHUSSER, *Pour Marx*, Maspero, 1965 ; 22^e Congrès, *ibid.*, 1977 ; *Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste*, *ibid.*, 1978 / P. ANDERSON, *Le Marxisme occidental*, *ibid.* 1977 / R. ARON, *Marxismes imaginaires*, Gallimard, 1970 / E. BALIBAR, *Sur la dictature du prolétariat*, Maspero, 1976 / E. BALIBAR et al., *Ouvrons la fenêtre, camarades*, *ibid.*, 1979 / S. CARRILLO, «*Eurocommunisme*» et *Etat*, Flammarion, 1977 / C.E.R.M., ouvrage collectif, *Sur la dialectique*, Ed; sociales, 1977 / F. CLAUDIN, *La Crise du mouvement communiste international*, 2 vol., Maspero, 1972 / O. DUHAMEL & H. Weber, *Changer le P.C. ?* P.U.F., 1979 / J. ELLEINSTEIN, *Histoire du phénomène stalinien*, Grasset, 1975 / J. FABRE et al. *Les communistes et l'Etat*, Ed. sociales, 1977 / J.-B. PAGES, *Introduction à la diversité des marxismes*, Privat, Toulouse, 1974 / P. & M. FAVRE, *Les Marxismes après Marx*, P.U.F., 1970 / P. INGRAO, *Masse e potere*,

Editori Riuniti, Rome, 1972 ; *Crisi e terza via, ibid.*, 1978 (trad. franc., *La Politique en grand et en petit*, Maspero, 1979) / G. LABICA, *Le Marxisme d'aujourd'hui*, P.U.F., 1973 / G. LABICA dir., *Lénine. Le Cahier bleu*, Complexe-P.U.F., Bruxelles, 1977 / D. LECOURT, *Lyssenko*, Maspero, 1976 / H. LEFEBVRE & C. RÉGULIER, *La révolution n'est plus ce qu'elle était*, J. Hedern Hallier, 1978 / G. MARCHAIS, *Le Défi démocratique*, Grasset, 1973 / J. MILHAU, *Le Marxisme en mouvement*, P.U.F., 1975 / G. NAPOLITANO, *La Politique du P.C.I.*, Ed. sociales, 1976 / C. PREVOST, *Littérature, politique, idéologie*, *ibid.*, 1973 / J. RONY, *Trente Ans de parti*, Bourgois, 1978 / L. SOUBISE, *Le Marxisme après Marx*, Aubier-Montaigne, 1967 / P. SOUYRI, *Le Marxisme après Marx*, Flammarion, 1970 / P. VRANICKI, *Storia del marxismo*, 2 vol., Editori Riuniti, Rome, 1972 / A. ZANARDO, *filosofia e socialismo*, *ibid.*, 1974.

Revue

Argumentos, Madrid, depuis 1977 / *Beiträge zum wissenschaftlichen Sozialismus*, Berlin, depuis 1976 / *Dialectiques*, Paris, depuis 1973.